



Motion de la commission régionale Île-de-France

La commission régionale Île-de-France de la CGT insertion et probation s'est réunie ce jour, le 13 février 2015.

Nous avons, lors de cette réunion, constaté que **la DAP n'a pas abandonné le système de pré-affectation** que nous dénonçons depuis sa mise en place. Pourtant, on nous annonçait une vaste discussion autour de la formation des CPIP. Hors, la réalité, c'est que **suite à la prochaine CAP des CPIP, des services entiers d'Ile de France, du Nord et du Centre seront sinistrés**, vidés de leurs personnels titulaires, remplacés par des stagiaires qui seront formés vaille que vaille par des collègues eux-mêmes tout juste titularisés. Cela fait des années que nous dénonçons ce funeste système de préaffectation qui conduit :

- à ce que des stagiaires remplacent des titulaires ;
- à ce que des services fonctionnent à moitié ou tiers d'effectif pendant des mois ;
- à une aggravation du turn-over ;
- à offrir des conditions de formation indignes aux collègues qui arrivent sur les terrains ;
- à organiser en toute connaissance de cause un service public au rabais, au détriment des publics ;
- à accentuer les problématiques des services qui concentrent déjà d'intenses difficultés.

Nous l'avons déjà dit. Nous l'avons déjà expliqué. Nous avons déjà essayé de convaincre. Les sonnettes d'alarme ont été tirées. Nous considérons donc désormais que c'est à l'administration d'assumer les conséquences de ses choix.

C'est pourquoi nous annonçons d'ores et déjà que nous refuserons, en septembre 2015 :

- de voir le nombre de dossiers affectés démultiplié pour couvrir les secteurs vacants ;
- de ne pas pouvoir former correctement les collègues stagiaires qui arrivent sur le terrain ;
- de tenir la baraque alors qu'à mi-effectif, il faut déjà faire tourner les services tout en formant les stagiaires.

Nous appelons l'ensemble des services qui sont concernés par cette réalité (que s'obstine à ignorer la DAP) à rejoindre cette motion. Et nous appelons l'ensemble des SPIP à agir en solidarité avec nous.

A Montreuil, le 13 février 2015.